

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SCORE & SECURE PAYMENT

Société par actions simplifiée au capital de 371 104 €
Siège social : 78, avenue Raymond-Poincaré – 75016 PARIS
830 459 053 RCS Paris

Comptes annuels 2024 approuvés par décisions de l'associée unique du 31 mai 2025**I. – Bilan**

(En milliers d'euros.)

Actif	2024	2023
Caisse, Banque Centrale, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	10 853	1 693
Opérations avec la clientèle		0
Obligations et autres titres à revenus fixes		
Actions et autres titres à revenus variables		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Pans dans les entreprises liées		
Parts dans les entreprises liées		
Location simple		
Immobilisations incorporelles	310	230
Immobilisations corporelles	8	9
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	3891	5 472
Comptes de régularisation	29	
Total de l'actif	15 090	7 403

Passif	2024	2023
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	24	
Opérations avec la clientèle	11 014	1 557
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	2 818	4 113
Comptes de régularisation		
Provisions	86	89
Dettes subordonnées		
FRBG		
Capitaux propres hors FRBG		
Capital souscrit	371	371
Primes d'émission	8 201	8 761
Réserves		
Ecart de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement		
Report à nouveau (+/-)	-7 488	-6 185
Résultat de l'exercice (+/-)	64	-1 303
Total du passif	15 090	7 403

Hors-bilan	31/12/2024
Engagements donnés	
1. Engagements de financement	
2. Engagements de garantie	
3. Engagements sur titres	
Engagements reçus	
4. Engagements de financement	
5. Engagements de garantie	

6. Engagements sur titres	
---------------------------	--

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	2024	2023
+ Intérêts et produits assimilés	61	48
- Intérêts et charges assimilées	-132	-59
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opérations de locations simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)	2 706	2 140
- Commissions (charges)	-14	-67
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	144	29
- Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	2 765	2 091
- Charges générales d'exploitation	-2 522	-3 305
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-92	-7
Résultat brut d'exploitation	150	-1 221
- Coût du risque	-86	-80
Résultat d'exploitation	64	-1 301
+/-Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	-2
Résultat courant avant impôt	64	-1 303
+/-Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices		
+/-Dotations/ reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	64	-1 303

III. – Tableau des cinq derniers exercices

Capitaux propres en fin d'exercice	2020	2021	2022	2023	2024
Capital social			333	371	371
Réserves légales			0	0	0
Autres capitaux propres			6 799	8 761	8 201
- Réserves réglementées			0	0	0
- Autres réserves			6 799	8 761	8.201
Report à nouveau solde débiteur			-4 469	-6 185	-7 488

Résultats	2020	2021	2022	2023	2024
Résultat avant impôts sur les sociétés (IS)			-198	-1 303	64
Montant IS					
Participation / Intéressement des salariés aux résultats					
Résultat net (montant apparaissant au bilan)			-198	-1 303	64

IV. – Annexe aux comptes sociaux

Pour l'exercice 2024

L'exercice a une durée de 12 mois ;

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- prudence des évaluations.

Les valeurs figurant dans les comptes présentent une image fidèle de l'entreprise. Aucune dérogation aux principes comptables n'est intervenue pendant l'exercice.

1. – Principes, règles et méthodes comptables

- Les présents comptes ont été établis en conformité avec les dispositions du règlement ANC 2014 - 07 du 26 novembre 2014 modifiés par les règlements ANC 2020-10, 2023-03 et 2023-05 applicable à l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels à usage interne engagés par la société ainsi que les frais de création de sites Internet à usage commercial sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Le mode d'amortissement affecté reflète le rythme selon lequel les avantages économiques futurs liés à l'actif sont consommés dans l'entreprise.

Les principaux taux d'amortissement utilisés sont les suivants (amortissement linéaire) :

	Nombre d'années
Concessions, brevets & droits similaires	10 ans
Logiciels	1 à 10 ans

Immobilisations corporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est son coût historique. Ce coût historique permet de donner une valeur à l'immobilisation au moment de son entrée dans le patrimoine de l'entreprise.

Les principaux taux d'amortissement utilisés sont les suivants (amortissement linéaire) :

	Nombre d'années
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Matériel industriel	8 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Titres de participations

Les titres de participations sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement.

Les règles en matière de déclassement de créances douteuses, provisionnement et passage en douteux compromis dans les établissements financiers (EME) :

- Une créance douteuse est une créance portant un risque de crédit avéré et correspondant à l'une des situations suivantes :
 - Impayés de plus de trois mois ;
 - Existence d'un risque avéré notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement ;
 - Procédures contentieuses ; surendettement, redressement judiciaire, règlement judiciaire, liquidation judiciaire...
- Le principe de contagion pour une contrepartie donnée entraîne *de facto* par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou cautions.

- Une créance douteuse compromise est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant adapté.
- Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux, soit par enregistrement comptable au sein de comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs.
- Un encours douteux, un an après sa classification, est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé.

Comptes bancaires en devises

Les entrées de devises sont évaluées soit au cours négocié, soit au cours du jour. Les sorties de devises sont évaluées selon la méthode FIFO.

Trésorerie

Trésorerie réglementée

Les fonds reçus de la clientèle sont cantonnés auprès de Natixis.

Dettes et créances en devises

Elles figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au cours constaté à la fin de l'exercice.

Les opérations en devises, il est prévu d'appliquer le règlement n° 89-01 du 22 juin 1989 modifié du Comité de la réglementation bancaire dès que des opérations de ce type seront mises en place.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur réalisable (en fonction de leur cotation ou de leur valeur estimée de réalisation).

Une provision est constituée pour les moins-values latentes éventuelles.

Engagements sociaux

L'évaluation des indemnités de fin de carrière est calculée conformément à la Convention Collective n°3018 - Bureaux d'études techniques (sociétés de conseil SYNTEC), à partir des données de l'exercice 2022.

Cet engagement hors bilan est calculé selon la méthode dite rétrospective, avec les hypothèses suivantes :

- 1 - Départ à l'initiative des salariés à 67 ans
- 2 - Prise en compte de la probabilité de décès de la table de mortalité INSEE 2015-2017
- 3 - Taux de progression des salaires de 1,50 % constants
- 4 - Taux de rotation du personnel de 7,00 % constants
- 5 - Taux d'actualisation utilisé de 3,77 %

Les hypothèses de taux de progression des salaires et de rotation du personnel sont basées tant sur l'exercice passé que sur les perspectives retenues dans le business-plan au titre des exercices futurs.

La Société ne comptabilise pas ses engagements de retraite du fait que ceux-ci sont non significatifs.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de la société.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision. Pour les provisions sur titres et créances rattachées, les provisions pour dépréciations et provisions pour risques ont été estimées par le management de la société selon une approche prudente et raisonnable.

2. – Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

3. – Détail de l'actif de SSP

Actif immobilisé

Nature des immobilisations	Valeur brute 2023	Acquisition, de l'exercice	Virements de poste à poste	Cession de l'exercice	Valeur brute 2024
Immobilisations incorporelles	47	354		0	401
Terrains et constructions					
Immobilisations hors exploitation					
Autres immobilisations corporelles	13	3		0	16
Immobilisations en locations					
Immobilisations incorporelles en cours	186	0		186	0
Immobilisations corporelles en cours					
Total	246	357	0	186	417

Amortissements

Nature des amortissements	Montant au 31/12/2023	Cessions de l'exercice	Amortissement de l'exercice	Montant au 31/12/2024
Immobilisations incorporelles	3		88	91
Terrains et constructions				
Immobilisations hors exploitation				
Autres immobilisations corporelles	4		4	8
Immobilisations en locations				
Total	7	0	92	99

Etat des autres actifs

Autres actifs	2024
Créances clients	1 723
Débiteurs Divers	2 116
Dépôts et cautionnement	23
Charges constatées d'avance	29
Total	3 891

Trésorerie

Nature des créances	2024
Comptes ordinaires	260
Comptes de règlement	3 210
Comptes de Cantonnement	7 286
Créances rattachées	96
Total	10 853

4. – Détail du passif de SSP

Capitaux propres

Nature des comptes	2024
Capital	371
Réserves / Primes	8 201
Report à nouveau	-7 488

Résultat de l'exercice	64
Total	1 148

Dettes envers les établissements de crédit

Nature des dettes	2024
Comptes ordinaires créditeurs	21
Total	21

Autres passifs

Nature des comptes	2024
Dettes fournisseurs	2 144
Créditeurs divers	674
Dettes clients	0
Total	2 818

5. – Détail du compte de résultat de SSP

Produits bancaires

	2024
Produits financiers	61
Prestations de services	2 849
Production immobilisée	
- Commissions bancaires	-132
- Autres charges d'exploitation bancaire	-14
Total produits bancaires	2 765

Charges d'exploitation

	2024
Charges de personnel	377
Rémunération du personnel	264
Charges sociales	106
Charges fiscales	5
Impôts et taxes	2
Services extérieurs	0
Location	0
Rémunération d'intermédiaires	0
Transports et déplacements	0
Autres services extérieurs	2 146
Entretien-Réparation-Fournitures	57
Honoraires extérieurs	406
Autres services extérieurs	1 493
Redevances	190
Refacturation Intra-groupe	0
Total	2 522

6. – Autres informations

Effectif moyen annuel

	2024
Cadres	2
Employés et techniciens	2
Total	4

Selon l'article D123-200 du Code de commerce, le nombre de salariés employés au cours de l'exercice est égal à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre civil, liés à l'entreprise par un contrat de travail.

Engagements financiers

Il n'y a pas d'engagements donnés au 31 décembre 2024

Engagements hors bilan de l'établissement de paiement

Il n'existe aucun engagement hors bilan à fin 2024.

Les engagements existants à la clôture de l'exercice 2022 ont été transférés à SSP Services dans le cadre de l'apport partiel d'actif.

Transactions entre parties liées

1. – Convention d'Assistance entre Clamaë Group, Score & Secure Payment et SSP Collect

Cette convention à durée indéterminée a été signée le 5 juillet 2017, avec effet au 1^{er} juillet 2017, concernant des prestations d'assistance, notamment de gestion administrative. Le 10 octobre 2019 un avenant à cette convention a été signé, baissant la rémunération de CLAMAE GROUP à 1.08 %. La société VIAMOBIS, filiale de CLAMAE GROUP a intégré la convention à compter du 1^{er} janvier 2021. En raison de sa redondance avec la Convention de trésorerie ci-dessous, cette convention d'assistance a fait l'objet d'une résiliation en date du 18 janvier 2024, avec prise d'effet au 1^{er} février 2023.

2. – Convention de Trésorerie entre Clamaë Group, Score & Secure Payment et SSP Collect

Cette convention a été signée par les sociétés citées le 10 avril 2018 pour une durée indéterminée et à compter du 1^{er} janvier 2021 par la société VIAMOBIS. Au cours de l'exercice écoulé, aucune autre modification n'a été apportée à la convention. Les avances en compte courant portent intérêt à compter de la date effective de mise à disposition des fonds, moyennant un taux d'intérêt annuel égal à 0,5 %. Par un avenant n°3 daté du 18 janvier 2024 avec effet au 10 février 2023, SSP Services est devenue partie à la convention de trésorerie, et le taux d'intérêt annuel a été ajusté aux conditions de marché et porté à 6 %.

3. – Convention de Management Fees entre Clamaë Group, Score & Secure Payment et SSP Collect

Cette convention a été signée le 5 juillet 2017, avec effet au 1^{er} juillet 2017, pour la mise à disposition du personnel salarié de la Société SCORE & SECURE PAYMENT à la Société SSP COLLECT.

En date du 10 octobre 2019, un avenant avec effet au 1^{er} janvier 2019 portant révision tarifaire est intervenu, et augmentant le taux de marge à 8 % au titre de la facturation aux filiales.

En date du 10 février 2021 avec effet au 1^{er} janvier 2021, un avenant n°2 est intervenu, consacrant l'entrée de VIAMOBIS comme partie à la convention.

En date du 18 janvier 2024, un avenant n°3 est intervenu, avec effet au 10 février 2023, consacrant la sortie de VIAMOBIS de la convention, ainsi qu'une clé de répartition, en annexe 1, du coût de fonctionnement des prestations fournies par SSPS aux autres Sociétés, selon leur quote-part d'utilisation des services. Une marge supplémentaire de 5 % a également été stipulée au titre dudit coût de fonctionnement.

Tableau des filiales et participations

Il n'y a pas de participations au titre de l'année 2024.

SSP n'a pas de filiale.

7. – Autres détail du passif

Fonds propres et solvabilité

(a) Fonds propres disponibles		2024
Capital		371
Réserves / Primes		8 201
Résultat bénéficiaire		64
Report à nouveau		-7 488
Immobilisations incorporelles		-310
Total FP prudentiels		838
(b) Exigences de fonds propres (EFP)		2024
Besoins liés à l'activité		398
Total EFP		398
(a-b) Excédent de FP		440

V. – Affectation du résultat

L'associé unique décide d'affecter en totalité au report à Nouveau le gain net comptable de l'exercice s'élevant à 64 120,43 euros. Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

VI. – Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos au 31 décembre 2024)

À l'Associé unique, Opinion : En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS SCORE & SECURE PAYMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SAS SCORE & SECURE PAYMENT à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

En outre nos travaux ont notamment consisté à nous assurer de la correcte régularisation de l'erreur de comptabilisation relative au transfert d'actif de la société SCORE & SECURE PAYMENT vers la société SSP SERVICES dont il est fait mention dans le rapport de gestion et qui avait fait l'objet d'une réserve dans notre précédent rapport sur les comptes clos au 31/12/2023.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne quelle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 28 mai 2025, le Commissaire aux comptes,
ORCOM AUDIT, Bruno ROUILLÉ, Associé.

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social sur simple demande.